



## Conseil d'Administration de l'INRA

Déclaration de l'élu CGT-INRA à la réunion du 15 juin 2012

---

Ce Conseil d'Administration de l'INRA est le premier depuis l'échec de Nicolas SARKOZY et l'élection de François HOLLANDE aux présidentielles et la mise en place d'un nouveau gouvernement. Ce changement majeur au sommet de l'État induit un contexte politique nouveau dont ce Conseil d'Administration ne pourra s'abstraire.

Les cinq années de Sarkozysme, par la Révision Générale des Politiques Publiques, ont fortement remis en cause la capacité des Services de l'État à remplir leurs missions au service de la population, ont fortement porté atteinte à celles de la Recherche Publique, en particulier celles de la Recherche Publique Agronomique.

Le Conseil d'Administration se doit d'engager une politique de recherche à l'INRA en rupture avec le passé immédiat, car les attentes des salariés de l'INRA, fonctionnaires et non-fonctionnaires sont très importantes.

Comme tous les autres salariés, nous souhaitons que notre salaire, et donc notre pouvoir d'achat, augmente ; la rémunération mensuelle nette de trois quarts des Adjoints Techniques et de près d'un quart des Techniciens est inférieure à 1500 EUR.

Comme tous les autres salariés, nous n'acceptons pas que les effectifs des non-fonctionnaires continuent de croître tandis que ceux des fonctionnaires décroissent, nous ne tolérons pas que grossisse encore la cohorte des CDD contraints à pointer à Pôle Emploi, après soit avoir été formés par la recherche soit avoir apporté leur savoir-faire et leurs compétences. Dans les deux cas, ces CDD ont grandement contribué à l'avancement des connaissances ou à l'application des connaissances acquises, et donc au rayonnement de l'INRA.

Et vous, Mesdames et Messieurs, représentants des ministères, vous êtes bien comptables de la grave situation dans laquelle se trouve l'INRA. Vous avez servi fidèlement, voire servilement, les différents gouvernements de l'ère sarkozienne, et appliqué activement, voire diligemment, les réformes, en particulier celles de Valérie PECRESSE pour ce qui concerne la recherche publique.

Tout au long de ces cinq années, j'ai cherché à vous convaincre du caractère néfaste de ces réformes en centrant mes propos sur leurs conséquences à l'INRA.

Le changement politique récent qui, je l'espère, sera conforté par les résultats des élections législatives, signifie clairement que la majorité du peuple de France rejette ce que vous avez défendu si vigoureusement, si âprement alors, je vous le dit sans ciller mais également sans animosité ni inimitié personnelle, vous n'êtes plus qualifiés pour représenter les nouvelles tutelles ministérielles.

Car enfin, il s'agit bien de changer radicalement de politique, d'abroger la LRU, de supprimer l'AERES, de transférer le budget de l'ANR aux organismes de recherche, de démanteler tous les EX, de dissoudre Agreenium. Il faut abandonner le Crédit d'Impôt Recherche qui ne profite qu'aux grands groupes industriels et dans notre domaine, agro-industriels et aux banques sans que jamais cela ait une quelconque traduction en termes de créations d'emplois. Dans le même esprit, il faut supprimer la PES rejetée par la majorité de nos collègues.

L'emploi, sur ce thème aussi il faut engager une nouvelle politique en rupture avec celle prônée par Nicolas SARKOZY et mise en œuvre par les différents gouvernements FILLON.

Le nouveau gouvernement doit lancer dans les délais les plus brefs un plan de recrutement dans la Fonction Publique d'Etat et de transformation d'emploi pour revaloriser les carrières et en titularisant tous les non-fonctionnaires qui sont maintenant légion à assurer des fonctions permanentes dans nos laboratoires et nos UE. Le dernier Bilan Social de l'INRA indique un effectif de 5765 non-fonctionnaires présents à un moment de l'année 2010, à comparer aux 9135 fonctionnaires.

Certes dans cette population sans avenir professionnel à l'INRA, les durées des contrats varient de quelques mois à trois ans, quatre au maximum. Cet accroissement de la part des emplois "hors statut" est directement lié à la réduction du nombre d'agents fonctionnaires pour assurer des fonctions pérennes.

Vous devez également mettre un terme à l'application à l'INRA de la RGPP, cet outil de démantèlement des services publics. Le rapport d'audit de l'IGAENR sur les fonctions "support" à l'INRA doit rejoindre à défaut les poubelles de l'Histoire. Ces recommandations ne doivent pas être mises en œuvre. Il faut cesser de fusionner les centres de recherche INRA, ne pas initier celle des centres d'Orléans et Tours, cesser de liquider nos domaines expérimentaux. Il faut en finir avec le financement par projets, il faut revenir au financement récurrent par la subvention d'Etat et réparti par les départements de recherches, et mettre fin à la saga des méta-programmes.

Vous le voyez, les chantiers sont aussi nombreux qu'énormes, à la mesure, hélas, des dégâts occasionnés par cinq ans de sarkozysme et près de 15 ans de politique (néo)libérale.

Je ne peux et ni ne veux dégager la direction générale de l'INRA de ses responsabilités. Dans l'ancien régime, l'INRA a souvent été considéré comme un bon élève, parfois cité en exemple, pour appliquer avec zèle et constance les réformes édictées. Je souhaite que dans ce contexte politique nouveau, la direction générale de l'INRA fasse preuve des mêmes qualités en se mettant au service d'une politique au service des citoyens.

Ne vous méprenez pas, ni la CGT dans son ensemble, ni la CGT-INRA, ni moi-même, ne croient à l'homme providentiel. Seule la mobilisation des agents, l'action collective, le rapport de force pourront imposer le changement en vue de satisfaire les revendications des salariés en général, de ceux de l'INRA en particulier. Les élections présidentielles et législatives constituent une première étape nécessaire mais non suffisante, vers ce changement. La CGT fera tout ce qui est en son pouvoir pour mobiliser les agents fonctionnaires et non-fonctionnaires de l'INRA et transformer ces attentes en succès revendicatifs.

Madame la Présidente, ce Conseil d'Administration est, sauf session extraordinaire, le dernier auquel vous participez comme PDG de l'INRA. Votre départ est concomitant avec le changement des majorités présidentielles et législatives mais n'en est pas la conséquence, puisque vous êtes arrivée au terme de votre mandat.

Par-delà le choix de votre successeur, c'est sa lettre de mission qui marquera la rupture avec les orientations gouvernementales précédentes. La CGT y sera attentive et nous ne manquerons pas de rappeler aux ministères de tutelle nos revendications et attentes que nous avons décrites dans l'Adresse aux candidats à l'élection présidentielle. Nous vérifierons si les nouvelles orientations sont conformes aux engagements et mesurerons leurs écarts éventuels.

Le nouveau gouvernement issu de la nouvelle majorité doit veiller à ne pas décevoir les attentes des salariés.

Enfin pour conclure, nous avons vécu, au cours des cinq années passées, un partenariat privilégié, une connivence, du MEDEF avec le gouvernement, avec pour corollaire du mépris, voire de la haine, pour les organisations syndicales en général et la CGT en particulier. Mon organisation syndicale confédérale, fidèle à ses principes et à la charte d'Amiens, ne revendique pas un tel partenariat. Mais nous exigeons que le nouveau gouvernement, mais aussi la nouvelle Direction Générale de l'INRA, entendent nos revendications et mettent la négociation, et non la concertation, au cœur du dialogue social.